



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association ADELI

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association ADELI

230 Bis Avenue Désandrouins - 59300 VALENCIENNES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQMO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association ADELI

230 Bis Avenue Désandrouins - 59300 VALENCIENNES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'Association ADELI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADELI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Valenciennes, le 24 juin 2025

KPMG SA

Christophe Carlier

Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	43 034	29 385	13 649	19 515
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)		43 034	29 385	13 649	19 515
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	373 171		373 171	564 453
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	904		904	151
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	274 627		274 627	29 562
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	4 353		4 353	4 682
	TOTAL (II)	653 054		653 054	598 848
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		696 088	29 385	666 703	618 364
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
FONDS PROPRES	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
FONDS PROPRES	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
FONDS PROPRES	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau		
FONDS PROPRES	Excédent ou déficit de l'exercice		
	Total des fonds propres (situation nette)		
FONDS PROPRES	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
FONDS PROPRES	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
FONDS PROPRES	Total des fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Provisions	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
DETTES (1)	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
DETTES (1)	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES (1)	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
DETTES (1)	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales		
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
DETTES (1)	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
DETTES (1)	Total des dettes		
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF			
Résultat de l'exercice exprimé en centimes			
(1) Dont à moins d'un an			
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	46 119	47 391
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 497 178	1 420 773
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		9 939
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	796	2 570
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1	
	Total des produits d'exploitation	1 544 094	1 480 673
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	397 667	351 889
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	95 544	56 540
	Salaires et traitements	711 300	737 077
	Charges sociales	281 823	277 621
	Dotation aux amortissements et dépréciations	5 867	6 019
	Dotation aux provisions	5 774	3 499
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges		
	Total des charges d'exploitation	1 497 975	1 432 647
	RESULTAT D'EXPLOITATION	46 119	48 026

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		46 119	48 026
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers		
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER			
RESULTAT COURANT avant impôts		46 119	48 026
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		635
	Total des charges exceptionnelles		635
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(635)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 544 094	1 480 673
TOTAL DES CHARGES		1 497 975	1 433 282
EXCEDENT ou DEFICIT		46 119	47 391
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **666 703** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **1 544 094** euros
 - un total charges de **1 497 975** euros
 - dégage un résultat de **46 119** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association ADELI** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL ET DES ACTIVITES

L'association ADELI, Association pour le développement de l'Emploi, du logement et de l'Insertion, est une union d'associations créée pour répondre de façon cohérente et structurée aux problématiques des populations accompagnées sur les territoires.

Son objet social consiste notamment en la mutualisation de valeurs, de moyens et de savoir-faire pour améliorer l'efficacité des actions en matière d'emploi, logement, politique de la jeunesse, actions d'insertion.

Dans le cadre de sa mission de mutualisation, ADELI peut être conduite à apporter une aide matérielle à ses membres. Une convention conclue entre ADELI et ses membres formalise les modalités de mise en œuvre de cette assistance.

Les moyens humains et matériels mis en commun et donnant lieu à partage de charges sont les suivants :

- les frais de personnel
- les frais afférents au mobilier et au matériel
- les frais de bureau
- les autres frais généraux

Par ailleurs, ils sont de nature à participer à la réalisation des travaux suivants :

- Administratifs
- Informatiques
- Comptables
- Budgétaires
- A caractère social

....

Les sommes réclamées aux adhérents correspondent exactement à la part incombant à chaque partie dans les dépenses communes et ne présentent aucun caractère forfaitaire. Elles ne peuvent excéder les charges communes de fonctionnement.

FAITS SIGNIFICATIFS ET INFORMATIONS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits marquants

NEANT

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Les contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature sont non significatives et ne constituent donc pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité. Elles ne font donc pas l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC 2014-03 et ses règlements modificatifs ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement 2018-06 et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **666 703 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 544 094 euros** et un total **charges de 1 497 975 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 46 119 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

	Mode	Durée d'utilisation
logiciels	linéaire	1 an
Matériel industriel	linéaire	5 à 10 ans
Outillage industriel	linéaire	3 ans
Installations générales	linéaire	3 à 20 ans
Matériel de transport	linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	linéaire	3 à 10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Autres informations

Les engagements de retraite sont provisionnés à hauteur de 34 049 €

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- age de départ à la retraite : 64 ans
- probabilité de présence jusqu'à la retraite
- taux d'actualisation : 3.38 %
- taux évolution des salaires : 1%

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	22 781					22 781
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	23 462				3 209	20 253
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	46 243				3 209	43 034
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS							
FINANCIÈRES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
TOTAL		46 243				3 209	43 034

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	10 312	2 303		12 615
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	16 416	3 563	3 209	16 770
Emballages récupérables et divers					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 728	5 867	3 209	29 385
TOTAL		26 728	5 867	3 209	29 385

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	28 275	5 774		34 049
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	28 275	5 774		34 049
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		28 275	5 774		34 049
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			5 774		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	373 171	373 171	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2	2	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	902	902	
	Charges constatées d'avance	4 353	4 353	
	TOTAL DES CREANCES	378 428	378 428	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	153 350	153 350		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	67 858	67 858		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	99 160	99 160		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 715	7 715		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	13 744	13 744		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	341 827	341 827		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		120 191
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 748
<i>FOURN.FTS NON PARVEN</i>	<i>8 748</i>	
Dettes fiscales et sociales		111 444
<i>CHARGES DU PERSONNEL</i>	<i>1 000</i>	
<i>CONGES PAYES</i>	<i>66 857</i>	
<i>CH.SOC.DETTE CONG.A</i>	<i>35 871</i>	
<i>CHARGES A PAYER TRESOR PUBLIC</i>	<i>7 715</i>	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			4 353	4 353
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				4 353

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	212 637	47 391			260 028
Autres réserves					
Report à nouveau	(15 320)				(15 320)
Excédent ou déficit de l'exercice	47 391	(47 391)	46 119		46 119
Situation nette	244 708		46 119		290 827
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	244 708		46 119		290 827

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros	France	Export	Total
Ventes de marchandises			
Production vendue de biens			
Production vendue de travaux			
Production vendue de services	1 497 178		1 497 178
TOTAL	1 497 178		1 497 178

This image shows a completely blank white page enclosed within a thin black rectangular frame. There are no markings, text, or illustrations on the page surface.

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Effectif moyen

31/12/2024

Interne

Externe

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
	Cadres & professions intellectuelles supérieures	4	
	Professions intermédiaires		
	Employés	14	
	Ouvriers		
	TOTAL	18	

Autres Informations

Etat exprimé en euros

Modalités de répartition des charges entre les membres

La convention de mutualisation prévoit les modalités de répartition des charges suivantes (art 4) :
ADELI identifie précisément les dépenses et charges relatives aux moyens en commun :

- Pour les dépenses individualisables, leur montant sera réparti à l'euro l'euro aux adhérents
- Pour les montants non individualisables, la répartition se fera selon des clefs de répartition physiques fonction de l'utilisation réelle.